

510-11-943

DECLARATION DE M. ADEBAYO ADEDEJI, SECRETAIRE EXECUTIF DE LA COMMISSION
ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE, A LA SEANCE D'OUVERTURE DE LA
REUNION REGIONALE INTERGOUVERNEMENTALE AFRICAINE
SUR LA COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN
DEVELOPPEMENT

(4-8 octobre 1976)

Monsieur l'Administrateur assistant et
Directeur du Bureau régional du PNUD,
Messieurs,

Grâce à leurs efforts incessants en faveur du principe de l'autonomie, les pays en développement du tiers monde ont maintenant atteint un stade où, une claire prise de conscience de la nécessité d'une action plus positive ayant été obtenue, il est possible de prendre les mesures voulues pour promouvoir et exécuter des programmes solidement établis sur la base de l'indépendance collective et de la coopération entre pays en développement.

Les signes les plus encourageants de cette évolution apparaissent dans les recommandations, décisions et résolutions adoptées, soit à l'échelon ministériel, soit au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement des pays en développement, lors des conférences intergouvernementales réunies pour promouvoir l'idée de coopération dans les principaux domaines d'intérêt commun. Les décisions prises à ces conférences régionales se sont traduites à leur tour dans les résolutions et autres déclarations adoptées à diverses réunions internationales du Groupe des 77 ainsi que des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés.

Je ne doute pas que vous connaissiez parfaitement l'impulsion donnée à la notion de coopération entre pays en développement par des affirmations aussi nettes que celles qui sont contenues dans la résolution CM/ST.12(XXI) relative à la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique, adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA le 12 mai 1973; dans la Déclaration et le Programme d'action pour la coopération économique, adoptés par les chefs d'Etat

et de gouvernement des pays non alignés lors de la Conférence d'Alger en septembre 1973; dans la Convention de Georgetown de juin 1975 sur l'organisation de la coopération au sein du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et, plus récemment, dans les résolutions et programmes d'action adoptés à la Conférence du Groupe des 77 sur la coopération économique entre pays en développement, qui s'est tenue à Mexico en septembre 1976.

Un pas important dans le sens de la coopération entre pays en développement a été accompli par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa vingt-septième session, en 1972, lorsqu'a été adoptée la résolution 2974(XXVII) par laquelle l'Assemblée :

"Invite le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à créer, par l'intermédiaire du Directeur du Programme et en consultation avec les Etats Membres intéressés, un groupe de travail aux fins :

"a) D'étudier et formuler des recommandations concernant la meilleure façon pour les pays en voie de développement de mettre en commun leurs moyens et leur expérience en vue d'augmenter et d'améliorer l'assistance au développement;

"b) D'étudier les possibilités et avantages relatifs de la coopération technique régionale et interrégionale entre pays en voie de développement".

Le Groupe de travail de la coopération technique entre pays en voie de développement, qui a été institué par le Conseil d'administration du PNUD en février 1973, a soumis un rapport qui a été examiné par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session, en 1974, et approuvé par sa résolution 3251(XXIX) où entre autres, et spécifiquement, l'Assemblée :

a) "Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement d'examiner à sa vingtième session, en même temps que la portée à lui donner, les mesures financières et autres mesures à prendre pour convoquer à une date rapprochée un colloque intergouvernemental sur la coopération technique entre pays en voie de développement parrainé par le Programme des Nations Unies pour le développement sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, qui serait précédé de réunions régionales intergouvernementales, et de faire rapport sur les mesures qu'il aura prises à l'Assemblée générale lors de sa trentième session ...;

b) "Prie les commissions économiques régionales d'étudier des mesures visant à appliquer les recommandations formulées à leur adresse dans le rapport du Groupe de travail et de donner la priorité auxdites mesures".

La réunion régionale intergouvernementale africaine sur la coopération technique entre pays en voie de développement qui est maintenant réunie à Addis-Abéba en application de la résolution 3251(XXIX) de l'Assemblée générale devra au cours de ses délibérations et dans le cadre de son ordre du jour étudier des questions telles que l'étendue, les possibilités et les moyens de la coopération technique entre les pays africains en développement ainsi qu'entre les pays de la région africaine et les pays en développement des autres régions du monde.

Pour l'instant, j'aimerais saisir cette occasion d'appeler l'attention sur quelques aspects importants de la coopération entre pays en développement. Avant toute chose, il est peut-être bon de nous rappeler que l'idée fondamentale de la coopération entre pays en développement n'est pas nouvelle. Depuis quelques années déjà, les pays africains ont poursuivi des politiques et mis en oeuvre des programmes qui, en fait, démontrent qu'ils ont conscience des avantages que présente une coopération entre eux pour atteindre plus facilement des objectifs déterminés dans des domaines d'intérêt commun. Aux termes de son Mandat, la Commission économique pour l'Afrique doit notamment "prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique", et en même temps "aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées qui serviront de base à une action pratique visant à favoriser le développement économique et technologique de la région".

En second lieu, la plupart de nos programmes en vue d'une coopération économique entre pays africains en développement renferment également cette double conception de coopération économique et technique. Ce point soulève une question très importante que vous pourriez peut-être examiner au cours de la présente réunion, et qui est de savoir si un avantage pratique quelconque peut être retiré d'une séparation de la coopération économique et de la coopération technique en deux compartiments **étanches** et entièrement distincts. Je suis enclin pour ma part à considérer la coopération économique et la coopération technique comme mutuellement complémentaires, ou comme les deux côtés d'une même médaille.

Dans cette ordre d'idées, permettez-moi de citer à titre d'exemple quelques domaines d'activités dans lesquels la région africaine a employé une partie importante de ses ressources et de ses efforts en vue de promouvoir et d'instituer des programmes et des projets visant à favoriser la coopération économique et technique entre pays africains en développement, comme ce fut le cas pour la création de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), des centres régionaux et sous-régionaux de formation de statisticiens, démographes et cartographes de haut niveau et de l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), ainsi que pour l'établissement des programmes multinationaux d'aménagement de bassins hydrographiques, de lacs et de voies navigables intérieures.

Egalement importants, les efforts qui se poursuivent comprennent des études et négociations en vue d'une coopération multinationale dans le domaine de l'énergie hydro-électrique; du développement de réseaux transafricains de transport par voie aérienne et par voie de surface ainsi que de services de navigation maritime et de cabotage; de la prospection et de l'exploitation en commun des ressources naturelles, y compris le traitement des produits correspondants; du développement industriel et de celui de l'élevage, de la pêche et de la sylviculture; de l'expansion du commerce intra-africain; de la conclusion d'accords de paiements, d'arrangements monétaires et d'accords de compensation intra-africains; du transfert, de l'adaptation et de la mise au point de technologies, ainsi que du développement et de l'utilisation en commun des institutions africaines de formation, de recherche et d'enseignement. La ligne de séparation entre coopération économique et coopération technique n'est pas facilement discernable dans certains des exemples que je viens de citer et, dans un ou deux cas, il y faut vraiment un effort d'imagination.

Je puis signaler également qu'en plus des efforts multilatéraux financés aux moyens de ressources mobilisées dans le cadre de la région, les accords bilatéraux de coopération technique signés entre des Etats africains sont de plus en plus nombreux.

Troisièmement, il est peut-être bon de définir plus clairement les objectifs de la coopération technique entre pays en développement à la lumière des réalités d'aujourd'hui ainsi que des prévisions sur l'évolution de la situation internationale, et de faire en sorte que ces objectifs correspondent mieux aux sujets de préoccupation et d'intérêt

communs qui revêtent un haut degré de priorité dans le processus de développement des pays africains. Cela suppose de la part des pays en développement de l'Afrique qu'ils soient disposés à formuler et à adopter une stratégie commune pour le développement ainsi qu'à se mettre d'accord sur l'ordre de priorité comme sur le calendrier et les phases d'exécution de programmes et de projets où l'on constate la nécessaire coïncidence entre les intérêts de différents pays en développement. D'autre part, une coopération fructueuse dans des entreprises communes serait difficile entre des pays africains suivant des politiques différentes, compte tenu notamment des divergences actuelles entre les politiques économiques appliquées par divers pays ou groupes de pays dans le cadre de la région africaine.

A la Commission économique pour l'Afrique, nous nous sommes efforcés d'élaborer un certain nombre de directives bien définies pouvant servir de base à la mise au point d'une stratégie de développement ainsi qu'à la formulation et à l'exécution de programmes hautement prioritaires. Ces directives, qui ont été élaborées en consultation avec le Comité exécutif de la CEA et les Etats membres de la Commission, sont reproduites dans un document de la CEA intitulé "Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique" et qui est axé sur une perspective de développement d'une durée de dix ans se répartissant en deux plans à moyen terme de cinq ans chacun (1976-1981-1986) (voir le document E/CN.14/ECO/90/Rev.3 daté du 25 juin 1976). A ce propos, il y a lieu de noter également que lors de l'élaboration d'une stratégie de développement, sur la base de laquelle il soit possible de définir et de mettre au point des programmes appropriés ainsi que de déterminer les rangs de priorité voulus, certains critères de base ont été proposés par la CEA, à savoir : la nécessité d'intensifier l'autonomie nationale et collective; les mesures visant à favoriser une croissance auto-entretenu ainsi que la diversification du système socio-économique; l'action visant à encourager des mesures et des projets expressément axés sur l'amélioration de la situation dans le domaine de l'emploi; l'instauration d'un ensemble de mesures concertées visant à lutter contre la pauvreté des masses.

En quatrième lieu, il serait extrêmement utile d'examiner la possibilité d'introduire de nouvelles dimensions dans le domaine de la coopération technique entre pays en développement, en particulier dans des domaines tels que la réglementation, le développement et le transfert des techniques appropriées; la création d'entreprises en association pour le développement industriel, la mise en place d'institutions mixtes pour l'exploration, l'exploitation et le traitement des ressources naturelles; la

création d'une banque de données pour la collecte, l'évaluation, le stockage et la diffusion de renseignements sur les principales activités de développement à l'intérieur de la région africaine ou sur l'absence de ces activités dans tous les cas où cette situation mérite attention.

Je souhaite faire observer en cinquième lieu que le succès ou l'échec des programmes de coopération technique entre pays en développement dépendra dans une large mesure de l'efficacité des mécanismes qui seront mis en place pour organiser ce mode de coopération, tant en ce qui concerne la fourniture que l'acceptation d'une assistance technique par les pays participants ainsi qu'au niveau des institutions centrales de coordination des organisations intergouvernementales ou d'autres organisations multinationales s'occupant des questions de coopération économique et technique. On peut suggérer que soit examinée au niveau national la possibilité de mettre en place une institution centrale ou un organisme gouvernemental analogue à ceux qui existent déjà dans de nombreux pays développés afin de s'occuper expressément des questions relatives à l'assistance extérieure et à la coopération internationale, telles que les institutions ou autorités internationales de développement dans certains pays, ou les ministères de la coopération internationale et du développement dans d'autres pays.

En dernier lieu, on peut considérer que la coopération économique et technique entre pays en développement constitue l'un des moyens de tirer le meilleur parti possible de l'utilisation des ressources limitées dont disposent les pays participants pour l'exécution de programmes et de projets mixtes dont il a été mutuellement reconnu qu'ils avaient une importance cruciale pour leur processus de développement. L'une des principales questions qui ne devra pas manquer d'être examinée est celle des moyens d'obtenir les ressources financières, humaines et autres indispensables. Jusqu'à présent, ce sont les pays avancés du globe qui répondent dans des proportions substantielles aux besoins en assistance technique (y compris les besoins en capitaux) des pays en développement. Cette situation de dépendance vis-à-vis des sources extérieures d'assistance est désormais de plus en plus coûteuse, en partie du fait des tendances inflationnistes mondiales et en partie du fait des diverses limitations politiques et économiques auxquelles se heurtent les pays avancés eux-mêmes. Dans ces circonstances, la seule possibilité dont disposent les pays en développement est de mettre au point de nouvelles méthodes ou de nouveaux arrangements susceptibles d'offrir une

solution plus pratique, économique et efficace au problème que constitue à l'heure actuelle leur dépendance excessive vis-à-vis des sources extérieures d'assistance que représentent les pays avancés s'agissant de répondre aux besoins des pays en développement.

Chacun s'accorde à reconnaître que les régions en développement du monde sont abondamment dotées de ressources naturelles qui, si elles étaient contrôlées et orientées d'une façon rationnelle, permettraient d'obtenir les capitaux indispensables pour accélérer leur rythme de croissance et de développement économiques. Il nous est donc possible, grâce à l'instauration d'une coopération économique et technique, de tirer tout le parti possible de l'utilisation des compétences et des moyens disponibles et de mobiliser toutes nos ressources existantes et potentielles en vue d'assurer la transformation et l'amélioration rapides des conditions économiques et sociales que connaissent actuellement les pays en développement du tiers monde.

Tous les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine reconnaissent et acceptent la nécessité d'instaurer parmi eux une coopération économique et technique. Diverses déclarations sur le principe de l'autonomie nationale et collective ont été faites devant un certain nombre de tribunes internationales au cours des années récentes. Nous sommes à présent parvenus au stade où notre acceptation de la nécessité de coopérer doit l'emporter sur les énoncés de principes et les déclarations. C'est pourquoi notre principal objectif au cours de cette réunion consiste à examiner les moyens grâce auxquels les pays en développement pourront s'employer à définir les mesures positives et pratiques susceptibles de favoriser l'exécution de programmes communs et d'autres entreprises mixtes visant à la réalisation à bref délai de leurs objectifs communs.

L'un des documents de base qu'il vous appartiendra d'examiner lors de la présente réunion traite de la question de la coopération technique entre pays africains et porte notamment sur une étude de divers pays africains francophones et anglophones (voir le document DP/TCDC/RAF/11 daté du 10 septembre 1976). Il est très encourageant de noter en se fondant sur la modeste contribution au sujet de la question de la coopération technique entre pays africains apportée par les consultants de la CEA qui ont été chargés d'entreprendre cette étude que les pays africains s'entraident d'ores et déjà. Bien que cette étude ne porte que sur un nombre limité de pays africains et que les renseignements ainsi obtenus pour une période de temps aussi brève ne soient pas complets, nous savons désormais que divers progrès ont été accomplis. Des liens

de coopération ont déjà été instaurés entre pays africains en ce qui concerne diverses questions ayant trait à l'échange de personnel, à la recherche, à la formation, à l'exécution de projets de développement, à la mobilisation de ressources financières et, dans certains cas, à la fourniture de matériel. Il s'agit là d'une constatation extrêmement encourageante. Toutefois, il existe encore un certain nombre d'obstacles et de problèmes, comme l'illustrent les exemples ci-après.

Pour ce qui est des questions relatives à l'échange de personnel technique :

- La plupart des pays d'Afrique se heurtent à une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et peu de pays sont en mesure de fournir une assistance à d'autres pays africains dans un grand nombre de domaines;
- Le coût des spécialistes africains qui sont recrutés directement dans des conditions d'expatriation est généralement plus élevé que celui des "experts" non africains fournis par les pays développés dans des conditions en vertu desquelles le pays donateur prend en charge la totalité ou une partie des frais tandis que le pays bénéficiaire assume uniquement les dépenses locales;
- Les Africains travaillant dans d'autres pays d'Afrique, en particulier s'agissant du personnel recruté sur le marché libre, courent le risque de devoir renoncer à leurs droits en matière d'ancienneté et de pensions de retraite dans leur propre pays d'origine. Cette situation constitue l'une des principales difficultés qui font obstacle à la libre circulation du personnel entre pays africains;
- De nombreux pays africains qui ont besoin de personnel ne disposent pas des ressources financières voulues pour pouvoir employer ce personnel. Si les ressources nécessaires ne peuvent être fournies soit par le pays africain "donateur" soit par un autre pays tiers, il devient alors impossible pour ces pays de pouvoir tirer parti des offres de spécialistes originaires d'autres pays africains.

Dans le domaine de la formation et de la recherche :

- On dispose de connaissances insuffisantes sur les moyens de recherche et les cours intéressant la recherche qui existent dans divers pays africains;
- Du fait de l'absence de conditions types minimales auxquelles devraient répondre des cours analogues dans divers pays, il est difficile de promouvoir des programmes d'échange efficaces à l'intention des étudiants;

- L'offre de chercheurs est limitée dans de nombreux pays en raison du faible nombre de diplômes délivrés dans les disciplines scientifiques;
- Divers pays s'efforcent actuellement de réformer et de moderniser leur système d'enseignement et, si nous ne faisons pas tout ce qui est en notre pouvoir pour coordonner nos politiques et nos critères dans ce domaine, nous nous trouverons vraisemblablement confrontés à une aggravation de l'écart et des divergences des systèmes d'enseignement entre pays africains.

Je souhaite lancer un appel aux pays africains dont les activités de coopération technique avec d'autres pays africains n'ont pas été examinées dans l'étude entreprise par les consultants de la CEA pour qu'ils soumettent un rapport sur leurs activités au secrétariat de la CEA avant la fin de décembre 1976, de façon que ce document puisse être aussi complet que possible et puisse être utilisé à l'avenir par le secrétariat de la CEA en vue de proposer toutes mesures consécutives qui pourraient être nécessaires.

Il me reste à présent à formuler tous mes vœux pour le succès de vos travaux et à vous remercier de m'avoir écouté si patiemment.

REMARQUES INTRODUCTIVES DE M. DOOKINGUE SUR LA
COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Addis-Abéba, 4 octobre 1976

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord vous adresser mes félicitations les plus chaleureuses pour votre brillante élection. Je suis convaincu que sous votre direction éclairée notre réunion fera oeuvre utile et connaîtra un grand succès.

Monsieur le Président,

Bien qu'elle ne présente pas le même caractère solennel que les grandes Conférences auxquelles cette Maison de l'Afrique est habituée, la réunion qui nous a rassemblés ici aujourd'hui revêt une importance particulière par l'originalité du sujet sur laquelle elle porte.

En effet, la coopération technique entre pays en développement est une nouvelle donnée et une exigence des temps modernes.

Plus d'un quart de siècle s'est écoulé depuis que les Nations Unies ont lancé leur premier programme d'assistance technique. Sous la pression des besoins des pays en développement dont le nombre n'a cessé de croître du sein de la communauté internationale, les programmes d'assistance technique tant de l'ONU que des pays dits développés se sont renforcés. Mais dans l'ensemble la coopération technique que ces programmes ont soutenue jusqu'à présent s'est faite en grande partie dans le sens Nord/Sud. C'est dire qu'au moment où la communauté internationale cherche à établir un nouvel ordre économique mondial, la coopération technique internationale doit pouvoir faire peau neuve. C'est ce que nous avons tenté, dans le cadre du PNUD, avec notre politique dite des "nouvelles

dimensions de l'assistance technique" approuvée par notre Conseil d'Administration à sa session de juin de l'an dernier.

Les pays en développement ont conscience, à juste titre qu'ils ont accumulé au cours des années qui ont suivi leur accession à l'indépendance une expérience d'autant plus intéressante qu'elle est variée mais dont ils n'ont pas encore tiré tout le profit afin d'asseoir leur self-reliance. L'ordre politique mondial, l'ordre économique international, l'ordre technique qui prévaut sur notre planète résultent de situations dans lesquelles le point de vue de ces pays, leurs besoins réels, leurs préférences, pour ne pas parler de leurs possibilités actuelles et potentielles, n'ont pas pu être pris en considération. Dans la recherche d'un ordre nouveau sur tous ces plans, la coopération des pays en développement entre eux est essentielle; non seulement dans les domaines politique et économique, comme on peut le constater notamment dans les rencontres du Groupe dit des 77, mais également dans le domaine des échanges d'expérience, de transfert des connaissances, d'efforts conjoints à entreprendre pour résoudre des problèmes techniques communs, bref sur le plan de l'assistance technique.

La coopération technique entre pays en développement n'est donc pas seulement une dimension nouvelle en matière de coopération technique internationale. Elle est beaucoup plus: un élément significatif dans la réalisation d'un ordre mondial nouveau.

En quoi le PNUD peut-il contribuer à atteindre cet objectif?

Il importe de souligner d'emblée que la coopération entre pays en développement ne s'impose pas du dehors. Elle est affaire de volonté politique des gouvernements des pays en développement eux-mêmes. Elle n'a de chance de succès que dans la mesure où les gouvernements concernés organisent leurs efforts de manière appropriée. Les organisations politiques inter-gouvernementales telles que l'Organisation de l'Unité Africaine, ainsi que d'autres organismes inter-gouvernementaux sous-régionaux ici représentés devraient pouvoir jouer à cet égard un rôle majeur.

Le PNUD, en coopération avec les autres organisations du système des Nations Unies, et particulièrement en étroite collaboration avec la CEA, pourrait alors épauler les gouvernements en renforçant leurs moyens d'action. Plus particulièrement, l'action du PNUD pourrait comporter deux volets.

Un effort de promotion en aidant les gouvernements concernés à travers l'organisation des réunions telles que celle-ci, la Conférence mondiale prévue l'an prochain en Argentine, le système d'information des échanges intra-régionaux et inter-régionaux, l'utilisation des services des Représentants Résidents du PNUD dans la conclusion d'arrangements bilatéraux entre pays concernés, etc...

L'autre volet de l'action du PNUD est plus opérationnel. Il s'agirait d'introduire dans les programmes d'activités du PNUD les éléments de la coopération technique entre pays en développement, par exemple, en ajustant le programme régional du PNUD pour l'Afrique de manière à ce qu'il puisse financer des activités spécifiques de coopération technique entre pays africains, et aussi en utilisant les ressources des enveloppes financières nationales (les chiffres indicatifs de planification nationaux) pour faciliter la mise en oeuvre de programmes bilatéraux entre pays désireux de développer une coopération technique bilatérale.

Pour ma part, je suis profondément convaincu que les activités de coopération technique entre pays africains offrent un champ intéressant d'une collaboration fructueuse tripartite PNUD/OUA/CEA, et c'est avec le plus grand intérêt que je considérerai toute mesure concrète tendant au renforcement d'une telle collaboration.

Monsieur le Président,

Je me réserve de revenir sur d'autres aspects de cet important sujet au cours des discussions qui suivront.

Mais avant de conclure, je voudrais vous dire que l'Administrateur du PNUD, mes collègues de la délégation et moi-même attendons beaucoup de vos délibérations, car il nous semble que le continent africain offre de grandes possibilités dans la réussite d'un programme régional et inter-régional de coopération entre pays en développement. C'est dire que vous pouvez compter sur notre modeste concours dans la réalisation du programme qui résultera de vos délibérations auxquelles je souhaite un grand succès. Je vous remercie.

5 octobre 1976

Original: FRANCAIS

Coopération Technique entre pays en développement
Réunions régionales intergouvernementales

REMARQUES INTRODUCTIVES DE M. DOOKINGUE, SUR LA COOPERATION TECHNIQUE
ENTRE PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord vous adresser mes félicitations les plus chaleureuses pour votre brillante élection. Je suis convaincu que sous votre direction éclairée notre réunion fera oeuvre utile et connaîtra un grand succès.

Monsieur le Président,

Bien qu'elle ne présente pas le même caractère solennel que les grandes Conférences auxquelles cette Maison de l'Afrique est habituée, la réunion qui nous rassembles ici aujourd'hui revêt une importance particulière par l'originalité du sujet sur lequel elle porte.

En effet, la coopération technique entre pays en développement est une nouvelle donnée et une exigence des temps modernes.

Plus d'un quart de siècle s'est écoulé depuis que les Nations Unies ont lancé leur premier programme d'assistance technique. Sous la pression des besoins des pays en développement dont le nombre n'a cessé de croître du sein de la communauté internationale, les programmes d'assistance technique tant de l'ONU que des pays dits développés se sont renforcés. Mais dans l'ensemble la coopération technique que ces programmes ont soutenue jusqu'à présent s'est faite en grande partie dans le sens Nord/Sud. C'est dire qu'au moment où la communauté internationale cherche à établir un nouvel ordre économique mondial, la coopération technique internationale doit pouvoir faire peau neuve. C'est ce que nous avons tenté, dans le cadre du PNUD, avec notre politique dite des "nouvelles dimensions de l'assistance technique" approuvée par notre Conseil d'Administration à sa session de juin de l'an dernier.

Les pays en développement ont conscience, à juste titre qu'ils ont accumulé au cours des années qui ont suivi leur accession à l'indépendance une expérience d'autant plus intéressante qu'elle est variée mais dont ils n'ont pas encore tiré tout le profit afin d'asseoir leur self-reliance. L'ordre politique mondial, l'ordre économique international, l'ordre technique qui prévaut sur notre planète résultent de situations dans lesquelles le point de vue de ces pays, leurs besoins réels, leurs préférences, pour ne pas parler de leurs possibilités actuelles et potentielles, n'ont pas pu être pris en considération. Dans la recherche d'un ordre nouveau sur tous ces plans, la coopération des pays en développement entre eux est essentielle ; non seulement dans les domaines politique et économique, comme on peut le constater notamment dans les rencontres du Groupe dit des 77, mais également dans le domaine des échanges d'expérience, de transfert des connaissances, d'efforts conjoints à entreprendre pour résoudre des problèmes techniques communs, bref sur le plan de l'assistance technique.

La coopération technique entre pays en développement n'est donc pas seulement une dimension nouvelle en matière de coopération technique internationale. Elle est beaucoup plus : un élément significatif dans la réalisation d'un ordre mondial nouveau.

En quoi le PNUD peut-il contribuer à atteindre cet objectif ?

Il importe de souligner d'emblée que la coopération entre pays en développement ne s'impose pas du dehors. Elle est affaire de volonté politique des gouvernements des pays en développement eux-mêmes. Elle n'a de chance de succès que dans la mesure où les gouvernements concernés organisent leurs efforts de manière appropriée. Les organisations politiques intergouvernementales telles que l'Organisation de l'Unité Africaine, ainsi que d'autres organismes intergouvernementaux sous-régionaux ici représentés devraient pouvoir jouer à cet égard un rôle majeur.

Le PNUD, en coopération avec les autres organisations du système des Nations Unies, et particulièrement en étroite collaboration avec la CEA, pourrait alors épauler les gouvernements en renforçant leurs moyens d'action. Plus particulièrement, l'action du PNUD pourrait comporter deux volets.

Un effort de promotion en aidant les gouvernements concernés à travers l'organisation des réunions telles que celle-ci, la Conférence mondiale prévue l'an prochain en Argentine, le système d'information de base institué du siège du PNUD et permettant l'organisation des échanges intra-régionaux et inter-régionaux, l'utilisation des services des Représentants résidents du PNUD dans la conclusion d'arrangements bilatéraux entre pays concernés, etc...

L'autre volet de l'action du PNUD est plus opérationnel. Il s'agirait d'introduire dans les programmes d'activités du PNUD les éléments de la coopération technique entre pays en développement, par exemple, en ajustant le programme régional du PNUD pour l'Afrique de manière à ce qu'il puisse financer des activités spécifiques de coopération technique entre pays africains, et aussi en utilisant les ressources des enveloppes financières nationales (les chiffres indicatifs de planification nationaux) pour faciliter la mise en oeuvre de programmes bilatéraux entre pays désireux de développer une coopération technique bilatérale.

Pour ma part, je suis profondément convaincu que les activités de coopération technique entre pays africains offrent un champ intéressant d'une collaboration fructueuse tripartite PNUD/CUA/CEA, et c'est avec le plus grand intérêt que je considérerai toute mesure concrète tendant au renforcement d'une telle collaboration.

Monsieur le Président,

Je me réserve de revenir sur d'autres aspects de cet important sujet au cours des discussions qui suivront.

Mais de conclure, je voudrais vous dire que l'Administrateur du PNUD, mes collègues de la délégation et moi-même attendons beaucoup de vos délibérations, car il nous semble que le continent africain offre de grandes possibilités dans la réussite d'un programme régional et inter-régional de coopération entre pays en développement. C'est dire que vous pouvez compter sur notre modeste concours dans la réalisation du programme qui résultera de vos délibérations auxquelles je souhaite un grand succès. Je vous remercie.